



**PRÉFET  
DE LA GIRONDE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement de  
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde  
Cité administrative  
2, rue Jules Ferry  
BP 55  
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 01/04/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 24/03/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**IMPRIM 33**

ZA Du Haut Vigneau  
33170 Gradignan

Références : 26-0285  
Code AIOT : 0005200795

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/03/2026 dans l'établissement IMPRIM 33 implanté Rocade Sud ZA Du Haut Vigneau 33170 Gradignan. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite de contrôle s'inscrit dans le cadre d'une opération régionale coordonnée de l'inspection des installations classées et porte sur les produits chimiques présents dans l'installation.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- IMPRIM 33
- Rocade Sud ZA Du Haut Vigneau 33170 Gradignan

- Code AIOT : 0005200795
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Fondée en 1972 par Patrick ROUSSEIL, la société Imprim 33 est reprise en 2010 et change de nom pour devenir Groupe Imprim.

La société est classée sous la rubrique 2450-A-a en autorisation. Elle est réglementée par un arrêté préfectoral du 25/01/1994.

### Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

### Thèmes de l'inspection :

- AR - 3
- REACH

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

La société IMPRIM33 fait l'objet d'une procédure de liquidation judiciaire depuis le 24 septembre 2025 (SELARL PHILAE, Liquidateur judiciaire - 23, rue Margaux 33000 BORDEAUX- Collaborateur en charge du dossier : Maître Laëtitia LUCAS-DABADIE).

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
6	Cessation d'activité	Code de l'environnement du 24/03/2026, article R. 512-75-1, R. 512-39-1, R 512-39-3	Demande d'action corrective	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Fiche de données de sécurité ( FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35,	Sans objet
2	Mesures de maîtrise des Risques	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	Sans objet
3	Capacités de rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I	Sans objet
4	Produits incompatibles et réservoirs	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	associés à des rétentions		
5	Etat des stocks de produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant n'a pas procédé à la notification de la cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1 et prévue par les articles R512-39-1 à R512-39-6 du code de l'environnement. La société ayant été placée en liquidation judiciaire, le mandataire désigné est désormais responsable des démarches nécessaires tel que détaillées au point de contrôle n°7 ci dessous. L'absence de réponse du mandataire judiciaire dans les délais impartis pourra conduire l'inspection à proposer des suites administratives au Préfet de Gironde.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Fiche de données de sécurité ( FDS)

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35,
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Mise à disposition des FDS
<b>Prescription contrôlée :</b>  Article 31 : Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité.  Article 35 : Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.
<b>Constats :</b>  La société IMPRIM33 fait l'objet d'une procédure de liquidation judiciaire depuis le 24 septembre 2025 (SELARL PHILAE, Liquidateur judiciaire - 23, rue Margaux 33000 BORDEAUX- Collaborateur en charge du dossier : Maître Laëtitia LUCAS-DABADIE).  Lors de l'inspection, une personne présente sur site a informé les inspecteurs qu'il n'y avait plus aucun employé de la société IMPRIM33 sur le site. Les matériaux et les machines ont été vendus aux enchères en février 2026 et étaient en cours d'évacuation.  L'exploitant n'étant pas présent sur site, les inspecteurs n'ont pas pu pénétrer dans les locaux de la société. Ils n'ont donc pas pu constater si des produits chimiques étaient encore présents
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : Mesures de maîtrise des Risques

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Mesures de maîtrise des risques et conditions opérationnelles
<b>Prescription contrôlée :</b>  Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés [...] dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;
<b>Constats :</b>  La société IMPRIM33 fait l'objet d'une procédure de liquidation judiciaire depuis le 24 septembre 2025 (SELARL PHILAE, Liquidateur judiciaire - 23, rue Margaux 33000 BORDEAUX- Collaborateur en charge du dossier : Maître Laëtitia LUCAS-DABADIE). Lors de l'inspection, une personne présente sur site a informé les inspecteurs qu'il n'y avait plus aucun employé de la société IMPRIM33 sur le site. Les matériaux et les machines ont été vendus aux enchères en février 2026 et étaient en cours d'évacuation. L'exploitant n'étant pas présent sur site, les inspecteurs n'ont pas pu pénétrer dans les locaux de la société. Ils n'ont donc pas pu constater si des produits chimiques étaient encore présents.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 3 : Capacités de rétention des produits chimiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétention
<b>Prescription contrôlée :</b>  Art 25 - I Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100 % de la capacité du plus grand réservoir « ou récipient associé » ; - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés « ou récipients associés ». Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : - dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des « récipients » ; - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des « récipients » ; - dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.
<b>Constats :</b>  La société IMPRIM33 fait l'objet d'une procédure de liquidation judiciaire depuis le 24 septembre 2025 (SELARL PHILAE, Liquidateur judiciaire - 23, rue Margaux 33000 BORDEAUX- Collaborateur en charge du dossier : Maître Laëtitia LUCAS-DABADIE).

<p>Lors de l'inspection, une personne présente sur site a informé les inspecteurs qu'il n'y avait plus aucun employé de la société IMPRIM33 sur le site. Les matériaux et les machines ont été vendus aux enchères en février 2026 et étaient en cours d'évacuation.</p> <p>L'exploitant n'étant pas présent sur site, les inspecteurs n'ont pas pu pénétrer dans les locaux de la société. Ils n'ont donc pas pu vérifier la présence et l'état des rétentions.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 4 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétention</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La société IMPRIM33 fait l'objet d'une procédure de liquidation judiciaire depuis le 24 septembre 2025 (SELARL PHILAE, Liquidateur judiciaire - 23, rue Margaux 33000 BORDEAUX- Collaborateur en charge du dossier : Maître Laëtitia LUCAS-DABADIE).</p> <p>Lors de l'inspection, une personne présente sur site a informé les inspecteurs qu'il n'y avait plus aucun employé de la société IMPRIM33 sur le site. Les matériaux et les machines ont été vendus aux enchères en février 2026 et étaient en cours d'évacuation.</p> <p>L'exploitant n'étant pas présent sur site, les inspecteurs n'ont pas pu pénétrer dans les locaux de la société. Ils n'ont donc pas pu constater si des produits chimiques étaient encore présents.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 5 : Etat des stocks de produits chimiques**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etat des stocks</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La société IMPRIM33 fait l'objet d'une procédure de liquidation judiciaire depuis le 24 septembre 2025 (SELARL PHILAE, Liquidateur judiciaire - 23, rue Margaux 33000 BORDEAUX- Collaborateur en charge du dossier : Maître Laëtitia LUCAS-DABADIE).</p>

Lors de l'inspection, une personne présente sur site a informé les inspecteurs qu'il n'y avait plus aucun employé de la société IMPRIM33 sur le site. Les matériaux et les machines ont été vendus aux enchères en février 2026 et étaient en cours d'évacuation.

L'exploitant n'étant pas présent sur site, les inspecteurs n'ont pas pu pénétrer dans les locaux de la société. Ils n'ont donc pas pu constater si des produits chimiques étaient encore présents.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 6 : Cessation d'activité**

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 24/03/2026, article R. 512-75-1, R. 512-39-1, R 512-39-3

**Thème(s) :** Situation administrative, Cessation

**Prescription contrôlée :**

**Article R. 512-75-1**

I.- La cessation d'activité est un ensemble d'opérations administratives et techniques effectuées par l'exploitant d'une ou plusieurs installations classées pour la protection de l'environnement afin de continuer à garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, lorsqu'il n'exerce plus les activités justifiant le classement de ces installations au titre de la nomenclature définie à l'article R. 511-9 sur une ou plusieurs parties d'un même site. La cessation d'activité se compose des opérations suivantes :

- 1° La mise à l'arrêt définitif ;
- 2° La mise en sécurité ;[...].

**Article R. 512-39-1**

I.-Lorsqu'il procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations trois mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations mentionnées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.

II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site.

III.-Dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre, l'exploitant fait attester, conformément à l'avant-dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, de cette mise en œuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine.

L'exploitant transmet cette attestation à l'inspection des installations classées.

Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise et les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification, ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs et notamment les exigences attendues permettant de justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement.

**Article R. 512-39-3**

I.- Lorsqu'il procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1 et que le ou les usages des terrains concernés sont déterminés, après application, le cas échéant, des dispositions de l'article R. 512-39-2, l'exploitant transmet au préfet, dans les six mois qui suivent l'arrêt définitif, un mémoire de réhabilitation précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, compte tenu du ou des usages prévus pour les terrains concernés. Toutefois, ce délai peut être prolongé par le préfet pour tenir compte des circonstances particulières liées à la situation des installations concernées. [...]

III.- Lorsque les travaux prescrits par le préfet ou, à défaut, définis dans le mémoire de réhabilitation sont réalisés, l'exploitant fait attester, conformément à l'avant-dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine, la conformité des travaux aux objectifs prescrits par le préfet ou définis dans le mémoire de réhabilitation. Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise, les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification, ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs, notamment les exigences attendues pour justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement.

#### **Constats :**

La société IMPRIM33 fait l'objet d'une procédure de liquidation judiciaire depuis le 24 septembre 2025. Le liquidateur judiciaire désigné est la SELARL PHILAE - 23, rue Margaux 33000 BORDEAUX - Collaborateur en charge du dossier : Maître Laëtitia LUCAS-DABADIE.

Lors de l'inspection, une personne présente sur site a informé les inspecteurs qu'il n'y avait plus aucun employé de la société IMPRIM33 sur le site. Les matériaux et les machines ont été vendus aux enchères en février 2026 et étaient en cours d'évacuation.

Aucune notification de cessation d'activité n'a été transmise à Monsieur le Préfet.

A la suite de cette inspection, les inspecteurs ont contacté par téléphone Maître Laëtitia LUCAS-DABADIE pour l'informer qu'ils se sont rendus sur le lieu de la société IMPRIM 33 et qu'ils ont appris qu'une procédure de liquidation judiciaire était en cours. Ils ont informé Maître Laëtita LUCAS-DABADIE que la société IMPRIM 33 est une installation classée pour l'environnement sous le régime de l'autorisation. Ils ont rappelé les obligations de cessation d'activité conformément aux articles du code de l'environnement précités :

- L'exploitant réalise la notification au préfet de la cessation d'activité conformément à l'article R. 512-39-1-I du Code de l'Environnement. Il indique dans sa notification le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site.
- L'exploitant fait attester la mise en sécurité du site conformément à l'article R. 521-39-1-III (ATTES SECUR).
- L'exploitant transmet au préfet, dans les six mois qui suivent l'arrêt définitif, un mémoire de réhabilitation conformément à l'article R. 521-39-3 (ATTES-MEMOIRE).
- L'exploitant fait attester, par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine, la conformité des travaux aux objectifs prescrits par le préfet ou définis dans le mémoire de réhabilitation (ATTES-TRAVAUX)



Maître Laëtitia LUCAS-DABADIE s'est engagée au cours de la conversation téléphonique à enclencher les actions de cessation d'activités.

**L'absence de notification de la cessation d'activité est une non conformité susceptible de conduire à des suites administratives.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Dans un délai d'un mois, l'exploitant (ou son représentant) procède à la notification de la cessation d'activité auprès du Préfet, conformément à l'article R. 512-39-1-I du Code de l'Environnement. Il indique dans sa notification le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site.

L'exploitant transmet le calendrier associé pour transmettre à l'inspection des installations classées les attestations suivantes : **ATTES SECUR, ATTES MEMOIRE et ATTES TRAVAUX.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois